

La société cantonale d'histoire et le souci de la mémoire fribourgeoise *

Francis Python

Quelles sont les fonctions d'une société cantonale d'histoire? Pour répondre à cette question l'auteur tente ici de décrire et de comprendre le rôle d'une société non par l'examen de sa production régulière de connaissances véhiculées dans ses revues ou ses collections, mais par l'analyse de sa position spécifique dans l'élaboration récurrente de manuels ou d'ouvrages de synthèse. En plus de la fonction de rassemblement de tous les savants, amateurs ou professionnels, intéressés à la connaissance du passé du canton, le rôle de la Société consiste aussi à traiter les enjeux de la mémoire à travers le prisme des intérêts plus ou moins permanents des diverses composantes de la communauté cantonale. L'article privilégiera au fil de quelques périodes révélatrices l'évolution des rapports instaurés entre la fonction, patriotique» de la société et les exigences d'une discipline universitaire.

En mettant l'accent sur les modes d'élaboration de manuels ou ouvrages de synthèse qui rythment les 150 ans d'existence de la Société d'histoire du canton de Fribourg, nous ne cherchons pas à évacuer l'étude des contenus et des orientations historiographiques qui dégagerait la véritable physionomie intellectuelle de la Société à travers ses publications. Cette étude centrale reste à faire et éclairerait certainement l'identité culturelle du canton. Nous nous bornons ici à poser quelques jalons en vue d'une exploration qu'il serait bon de mener sous un angle comparatif.

Du rôle d'un ouvrage clé aux origines de la Société

C'est durant la rédaction du premier tome de son *Histoire du canton de Fribourg* - qui paraîtra en 1841 - que le Docteur Jean Nicolas Elisabeth Berchtold fonde, le 1er novembre 1840, avec Alexandre Daguët, l'abbé Meinrad Meyer et deux membres amateurs, la «Société historique fribourgeoise» à laquelle il dédiera son oeuvre.

L'antériorité de l'ouvrage en préparation est à relever. La Société jouera vraisemblablement un modeste rôle d'encouragement dans l'achèvement des deux autres tomes, qui paraîtront en 1845 et 1852, mais l'écriture a précédé le fait social du premier rassemblement des historiens fribourgeois. C'est le premier cas de figure dans les apports souvent complexes et subtils qui se nouent entre les historiens organisés en société et les auteurs des ouvrages traitant de l'histoire du canton.

Cet ordre successif un ouvrage puis une société exprime sans doute le sens des priorités du moment éprouvé par le généreux docteur. Comme tout commencement cette fondation s'inscrit pourtant au confluent de plusieurs démarches. Divers enjeux de la mémoire cantonale mobilisaient en effet une pluralité d'acteurs dans les premières décennies du XIXe siècle. A trop se fixer sur l'orientation idéologique libérale ou radicale des fondateurs, on risque peut être de négliger quelques autres raisons qui motivaient le rassemblement de tous ceux qui s'intéressaient au passé du canton.

Les antécédents évoqués par l'historien de la Société, Pierre de Zurich, soulignent bien les concurrences qui se font alors jour autour de la mémoire et de l'identité cantonales. Selon cet aristocrate, ce sont les milieux des patriciens et de la noblesse qui lancent d'abord un «Salon littéraire» qui est à l'origine en 1802 du «Cercle de la Grande Société» où sera conçu le projet de la «Société économique» réalisé en 1813. La sixième classe de cette organisation dévolue à l'histoire et à la statistique, et qui apparaît en 1814 constitue plus précisément le berceau de tout le développement historiographique du siècle. La généalogie aristocratique n'omet pas de citer le nom du chanoine Charles Aloyse Fontaine, dont les travaux manuscrits sont pionniers, ou celui de l'auteur du premier dictionnaire historique François Kuenlin, mais elle se garde de majorer l'apport des bourgeois adeptes de l'Aufklärung.

La «Société archéologique» qui est fondée en 1826 constitue une deuxième tentative de cultiver la mémoire cantonale. Elle restera, semble t il, jusqu'à sa disparition en 1842, l'apanage des milieux aristocratiques.

Il en va en revanche tout différemment du troisième courant d'intérêt pour l'histoire que le jeune Alexandre Daguët mobilise dès 1838 au sein de la «Société d'études». Son affiliation ultérieure à la Société des étudiants de Zofingue et son ancrage dans le milieu des professeurs de l'Ecole moyenne expliquent sa ferveur libérale et patriotique comme son souci pédagogique.

Il reste à ajouter un dernier milieu, le clergé, qui cultive un souci historique et qui n'est pas sans influences même si Pierre de Zurich n'en fait pas explicitement mention, mis à part l'évocation de l'abbé Meinrad Meyer parmi les fondateurs. L'honorariat immédiatement décerné par la Société naissante au savant curé Joseph Dey puis, en 1846, au Père Martin Schmitt, religieux rédemptoriste, constitue sans doute les signes d'une alliance et d'une reconnaissance recherchées. Au sein de l'Eglise le passé est lu dans une autre perspective, mais il fait aussi l'objet, à la même époque, d'intenses recherches menées par une certaine élite cléricale vouée à l'enseignement ou particulièrement attentive aux luttes idéologiques comme l'illustrent les travaux de la Petite Eglise. L'abbé Jean Gremaud en sera, un peu plus tard, l'héritier direct.

Si la double démarche d'un Berchtold s'inscrit dans ce cadre d'initiatives successives et si, comme Pierre de Zurich l'a bien vu, l'influence de la «Société économique» est prépondérante, il reste à évaluer le rôle incombant à la nouvelle Société dans l'écriture de l'histoire cantonale.

Lieu d'échanges plus que de confrontations entre historiens, la jeune Société n'entend toutefois pas servir de simple chambre d'enregistrement des travaux de son premier président. Si les critiques de Daguët et de l'ancien archiviste d'Etat, le patricien Jean François Uffleger, ne manquent pas à l'ouvrage de Berchtold et si les tensions idéologiques autour du rôle historique de l'Eglise ou du patriciat absolutiste vont culminer avec l'état de guerre civile généré par le Sonderbund et ses suites, la Société, malgré plusieurs crises, va se maintenir en cherchant à sauvegarder une certaine neutralité.

Elle adopte pour cela un profil bas en retrait des idéaux d'un Berchtold sur la vocation de Fribourg à «faire fleurir la Démocratie sous les auspices du catholicisme» (libéral) qui serait à découvrir dans son histoire. Plus positivement et plus concrètement, la Société s'engage à publier d'abord des documents et des instruments de travail. Elle poursuit la collection du Recueil diplomatique du chancelier Romain Werro et lance bien irrégulièrement, au gré des ressources et des travaux, les cahiers des Archives. En contrepoint au romantisme d'un Berchtold, la rigueur scientifique d'un Daguët va très rapidement donner le ton aux échanges et aux publications d'une Société dont le recrutement reste très étroit.

L'audience limitée d'un cercle confidentiel animé par Alexandre Daguët (1841- 1866)

Si la Société a longtemps senti «*le fagot*» comme le rappelle malicieusement Pierre de Zurich et si son développement en a été entravé, il ne faudrait pas y voir seulement l'effet d'une orientation idéologique trop marquée. Le caractère restreint de la société relève aussi de la conception que s'en étaient forgé ses membres et de la très lente émergence dans le canton d'une sociabilité culturelle.

Durant les premiers vingt cinq ans où alternent à la présidence les trois fondateurs, la Société n'enregistre en tout et pour tout que 52 adhésions de membres actifs auxquels s'ajoutent 8 membres honoraires. Si l'on s'en tient aux actifs, leur répartition en quatre groupes principaux est très significative (voir tableau). Un cinquième des membres environ sont recrutés dans des milieux liés professionnellement à la conservation des documents et des objets. Un autre groupe, atteignant presque les deux cinquièmes des membres, est issu de l'enseignement: peu d'instituteurs, mais des professeurs laïques de l'Ecole moyenne puis de l'Ecole cantonale qui sont rejoints, à partir de 1858, par des professeurs ecclésiastiques du Collège St Michel restauré. Si l'on défalque ces ecclésiastiques là, les gens d'Eglise constituent le groupe le plus modeste (13,5 %). Quant au reste, à savoir les amateurs plus ou moins intéressés, cultivés ou érudits, appartenant à de multiples professions où le service public l'emporte, ils ne représentent qu'une proportion de 28,8 %.

Ce qui motive les responsables de la Société, c'est bien le souci du rassemblement et de la conservation des sources cantonales ainsi que la diffusion des connaissances historiques dans le cadre de l'enseignement secondaire. Cela correspond parfaitement aux idéaux d'un Alexandre Daguët qui préside la Société de 1854 à 1856, puis de 1861 à son départ du canton en 1866. Son oeuvre majeure en histoire cantonale *l'Histoire de la ville et seigneurie de Fribourg des premières années à son entrée dans la Confédération suisse en 1481*, qu'il rédige bien avant son exil à Neuchâtel mais qui ne sera publiée qu'à partir de 1889 témoigne bien de cette vocation patriotique à la fois scientifique et pédagogique. Il s'agit alors de fonder les connaissances sur les origines de Fribourg sans trop aborder ce qui divise, à savoir la Réforme, le service étranger et la question du patriciat absolutiste. Est ce là signe de maturité ou d'essoufflement? Après le vigoureux éveil historiographique du deuxième tiers de XIXe siècle la génération de *l'Emulation* va succéder une école plus conservatrice illustrée par la longue présidence de l'abbé Jean Gremaud.

Une phase de sérénité conservatrice libérale avec l'abbé Jean Gremaud (1867- 1897)

L'ère Jean Gremaud semble suggérer un parallélisme décalé avec la succession des régimes politiques du canton. Si la décennie 1870 est stérile en ce qui concerne les publications de la Société, un travail s'opère néanmoins en profondeur qui débouche au milieu de la décennie suivante sur un regain d'activités ainsi que sur un changement dans la composition et dans l'attente des membres.

C'est une voie de juste milieu que suit l'abbé Gremaud durant ses trente ans de présidence. Tout en se gardant sur sa gauche, il demeure vigilant sur les relents de traditionalisme qui accompagnent la résistance au Kulturkampf ainsi que le montrent ses démêlés avec le Père Pierre Bovet. Ses intérêts cependant l'histoire ecclésiastique, l'histoire grüérienne puis valaisanne et ses scrupules méthodologiques ne poussent pas ce chercheur à réaliser une synthèse en histoire cantonale. L'heure est plutôt aux corpus documentaires et aux monographies locales. Cela contribue peut être à l'élévation du nombre des membres et à la diversification régionale de leur provenance qui se remarquent dans la deuxième partie de la présidence de l'abbé Gremaud. Mais ce qui caractérise aussi cette période, c'est le bon accueil réservé par la Société aux réalisations universitaires de Georges Python. Elle en tirera un profit immédiat avec l'adhésion de nombreux professeurs tout en devant enregistrer aussitôt le défi de la création du Deutscher Geschichtsforschender Verein des Kantons Freiburg.

L'examen des adhésions illustre bien ces transformations. Leur nombre s'élève à 133 pour une période légèrement plus longue que l'ère Daguét il est vrai, et leur ventilation surtout fait apparaître un changement capital. Les membres que l'on range sous la catégorie des *amateurs* constituent pour la première fois la majorité (54,9 %). Le poids relatif des enseignants régresse même si l'on peut compter sur une pléiade de professeurs de l'Université et sur quelque 13 ecclésiastiques oeuvrant dans les institutions scolaires. Un autre caractère de la période se manifeste aussi par le renforcement de la présence du clergé qui quadruple son effectif et atteint un cinquième de l'ensemble.

Ces modifications de l'assiette du recrutement de la Société expriment-elles une nouvelle sensibilité des Fribourgeois à l'égard de leur passé? La volonté délibérée du comité, perceptible dès 1885, de sortir de la capitale et de mettre en valeur l'histoire des différents chefs lieux et bourgs correspond-elle à une demande ou vise-t-elle à la créer? La documentation disponible ne permet guère de trancher. En revanche les vœux historiographiques qu'exprimeront certains membres dans la période suivante font apparaître un souci plus prononcé d'exalter les fondements de l'identité cantonale.

L'affirmation identitaire et patriotique du tournant du siècle

C'est durant la vingtaine d'années correspondant à la présidence de Max de Diesbach (1897-1916), un aristocrate lettré à l'érudition étincelante et à l'idéologie conservatrice bien trempée mais d'expression modérée, que se manifeste avec plus de force ce double souci. Les causes en sont profondes et dépassent le canton comme le relève le rapport présidentiel de 1901 évoquant le réveil des nationalités qui agite l'Europe. C'est le temps où mûrit et prend forme le projet d'écrire à nouveaux frais une *Histoire du canton de Fribourg* dont l'auteur sera finalement Gaston Castella, un jeune historien entré dans la Société en 1906. L'appui accordé à cette entreprise par la Société marque-t-il un tournant dans la conception que la Société se fait de son rôle? Exprime-t-il un besoin qui se dégagerait d'une nouvelle composition de ses membres?

Un rapide coup de sonde statistique révèle que le nombre des adhésions se maintient à un haut niveau compte tenu d'une période plus brève (voir tableau) mais que leur ventilation est semblable à la période précédente. Les amateurs consolident toutefois leur majorité au détriment des enseignants dont le poids relatif est à la baisse alors même que le canton connaît un fort développement de ses institutions scolaires. Cela ne suffit pas à expliquer la demande d'une nouvelle histoire cantonale adressée à l'autorité politique par la Société au début de 1910 mais permet toutefois de mieux comprendre certaines insistances. On y affirme ainsi avec force la nécessité de populariser la connaissance du passé et de l'enseigner de façon plus patriotique.

Paradoxalement la corporation des historiens ne met pas en avant l'exigence d'une étude plus scientifique alors que l'ouvrage de Berchtold était unanimement déconsidéré. Cela allait peut être de soi. Sur ce point, le directeur de l'Instruction publique, Georges Python, avait très clairement et depuis longtemps exprimé sa volonté de remplacer le «Berchtold». C'est en 1895 déjà qu'il avait demandé au jeune professeur de la nouvelle Université, Albert Büchi, de mettre en chantier un ouvrage fondé sur des méthodes scientifiques. La requête avait été maintes fois renouvelée et A. Büchi avait publié plusieurs travaux d'approches de nature historiographique. Il répugnait toutefois à être l'auteur d'une *Heimatkunde*, ou histoire populaire du canton, tout en reconnaissant son utilité.

L'offre de rédiger une histoire du canton que fait parvenir Gaston Castella à Georges Python en été 1909 précède toutefois la demande officielle de la Société et la provoque sans doute. Elle entre en tout cas parfaitement dans les vues du Conseiller d'Etat qui après avoir pris avis des présidents des deux sociétés mandatera aussitôt le jeune historien il a 26 ans pour cette tâche.

Pour le docteur ès lettres, frais émoulu de l'Université et professeur au Collège St Michel le défi est imposant. Il le relèvera avec une grande rigueur scientifique qui, entre autres, lui ouvrira en 1919-20 les portes de l'Université. Son ouvrage est tout imprégné d'un patriotisme éclairé nourri par les travaux de la Nouvelle Société Helvétique, dont il est membre, et avivé par les tourments du fossé moral qui divise les Suisses et particulièrement les Fribourgeois.

L'ouvrage distribué à toutes les écoles du canton en 1923 façonnera durablement les mémoires des Fribourgeois. Celles des instituteurs davantage sans doute que celles des élèves vu l'ampleur et le niveau d'érudition du travail

. L'apport concret de la Société fut minime en définitive mis à part le soutien initial. Sur le plan intellectuel toutefois l'auteur put puiser dans le vaste répertoire des publications de la Société. Un rapide sondage dans les références de l'ouvrage montre que les travaux publiés par la Société en constituent le 15 % et que cette proportion s'élève même à plus d'un cinquième dans la présentation historiographique qui sert d'introduction. La Société fut surtout un lieu d'échanges où Gaston Castella vint présenter plusieurs passages de son livre en voie de rédaction sous forme de conférences. Ce furent les présidents des deux sociétés d'histoire, l'abbé François Ducrest et le professeur Albert Büchi, qui furent chargés par la Direction de l'Instruction publique d'en expertiser les principaux chapitres sous l'angle scientifique. Des rapports établis avec plus de bienveillance par A. Büchi que par l'historien du cru.

On se trouve vraisemblablement avec cet ouvrage à un point d'équilibre particulièrement harmonieux d'une formule alliant les apports d'une société cantonale et les recherches scientifiques menées au sein de la jeune Université, sans oublier, pour couronner l'ensemble, une volonté politique soucieuse de favoriser une intégration culturelle fondée sur de fortes valeurs du passé.

L'entre deux guerres: enrichissement scientifique et tentation traditionaliste

L'impulsion intellectuelle donnée à la Société avant la Première Guerre par le développement des chaires universitaires qui s'étoffent en langue française au tournant du siècle ne s'exprime pas seulement par la richesse documentaire et l'approche scientifique qui caractérisent l'ouvrage de Castella. En 1913 déjà l'émulation des professeurs, chercheurs et doctorants avait conduit à la création d'une véritable revue, les *Annales fribourgeoises* publiées en plus des livraisons irrégulières des *Archives*. Lancées par les Editions Fragnière et paraissant sous les auspices de la Société, elles cherchent à faire connaître les innombrables travaux qui prennent le passé du canton pour objet. Le défi est si bien relevé que la Société en fait son organe officiel dès 1927 s'adjoignant comme membres ses abonnés. De 282 adhérents en 1926 leur nombre s'élève ainsi à 423 en 1931, un sommet inégalé.

La période de présidence de Gaston Castella qui s'étend de 1925 à 1943 se révèle fastueuse pour l'historiographie cantonale qui voit se déployer les recherches esquissées dans l'ouvrage de 1922. Pourtant la borne de 1857 qui clôt ce dernier n'est guère franchie. L'intérêt se concentre sur le Moyen Age et sur la période moderne non sans subir de l'époque ambiante la tentation d'une certaine nostalgie. Cela se remarque à quelques indices mais l'interprétation qu'on peut en donner dans un sens traditionaliste n'exclut pas l'esprit d'innovation méthodologique. La Société s'interroge ainsi en 1928 et 1929 sur le sort du patois qu'on suggère même d'utiliser dans la rédaction de certains articles. La proposition est refusée au nom de la rigueur scientifique mais le thème des traditions populaires dont on déplore la perte suscite l'attention. La Société adopte le projet d'un grand questionnaire à mi chemin entre l'histoire et l'ethnologie que rédige Paul Aebischer et qu'on

répand très largement dans les milieux du clergé et des instituteurs. Le petit nombre des réponses obtenues dans un premier temps par cette tentative de cerner le «folklore fribourgeois» reste incompréhensible.

Les représentants des vieilles familles en revanche dont l'attachement à la Société s'était fait plus visible depuis la présidence de Max de Diesbach, goûtent manifestement davantage les «contributions à l'Armorial du canton de Fribourg» que les *Annales* publient régulièrement depuis 1934 sous la plume d'Hubert de Vevey L'Hardy.

La volonté de commémorer certaines grandes dates de l'histoire cantonale pourrait aussi laisser percevoir cette nostalgie. Le centenaire de la révolution de 1830 que la Société célèbre par des conférences, des articles et une exposition échappe toutefois à ce travers par la grâce du président Castella qui utilise cette occasion pour renouveler très largement la connaissance de cette période.

Sans durcir des fronts plus ou moins mobiles et flous, on peut déceler quelques divergences entre les tenants d'une histoire plus universelle dans laquelle doit être inséré le passé cantonal et ceux qui accentuent avant tout la couleur et le point de vue local. L'apologie de l'histoire régionale que présente un Pierre de Zurich dans la conclusion de son discours célébrant le centenaire de la Société en 1941 est révélatrice de ce dernier état d'esprit.

La référence très explicite au mouvement régionaliste qui prend sa revanche dans la France de Vichy indique assez l'orientation de cette inspiration. Son souhait de voir les maîtres de l'Université prendre la tête de ce courant en faisant une plus large place à l'histoire fribourgeoise est contrebalancé par le vœu de voir traiter en priorité les matériaux de type économique dont les Archives regorgent.

Ce qui frappe en fin de compte dans l'attitude de la Société au terme de l'entre-deux guerres où le sens civique est mis à rude épreuve, c'est la réticence à historiciser la période contemporaine. On laisse sur ce point l'initiative aux enseignants et à l'Etat. La polémique qui éclate en 1941 à propos de l'orientation donnée à l'ouvrage *Un siècle d'histoire fribourgeoise* commandité par la Direction de l'Instruction publique à deux membres très actifs de la Société, Jeanne Niquille et Joseph Jordan, traduit bien ce malaise. L'ouvrage destiné aux élèves des cours complémentaires et des écoles ménagères présente l'histoire cantonale du XIXe siècle jusqu'à la mort de Georges Python sous un jour quelque peu manichéen. Les milieux de l'opposition lui reprochent d'alourdir le bilan des soixante premières années où régnait le libéralisme et de magnifier les oeuvres des décennies suivantes dont on cache les ombres. Les attaques se concentrent sur les vues du préfacier, le Conseiller d'Etat Joseph Piller et sa politique universitaire, ainsi que sur la conclusion de l'ouvrage centrée sur la mission providentielle de Fribourg qui n'est pas sans rappeler, en les infléchissant dans un autre sens, les vues du Dr Berchtold. En contrepoint, les critiques louent l'impartialité dont avait fait preuve G. Castella en 1922 et son oeuvre est présentée comme un modèle à suivre. Mais, outre la prudente distanciation, sa méthode n'avait elle pas été de privilégier une approche de plus en plus fondée sur des travaux universitaires? La leçon sera comprise et reprise par la génération suivante.

La Société à l'école de la recherche universitaire ou l'expérience de l'ouvrage de 1981

Si, depuis la fondation de l'Alma Mater, la fécondation de l'histoire cantonale par les recherches universitaires est, comme on l'a vu, une constante, ses modalités vont changer d'une manière notable dans le dernier tiers du XXe siècle sous l'influence de plusieurs facteurs.

Au lendemain de la Deuxième Guerre et pendant une quinzaine d'années, la Société semble poursuivre sur sa lancée en puisant ses ressources intellectuelles de manière équilibrée entre le monde universitaire et un important vivier de chercheurs indépendants. Malgré des rocadés plus rapides sur le siège présidentiel et un effritement régulier de l'effectif qui descend en dessous des 350 membres, la Société ne perd pas son dynamisme. Outre ses publications régulières, elle parvient à éditer en 1957, avec sa consoeur alémanique, un ouvrage bilingue de haute tenue pour célébrer le 800e anniversaire de la capitale.

Un tournant s'observe bientôt, causé par les transformations des intérêts et des méthodes de la science historique qu'illustre l'entrée en scène d'une nouvelle génération professorale. A l'exemple de son maître G. Castella à qui il succède à l'Université en 1958, le professeur Roland Ruffieux est appelé à présider la Société de 1960 à 1970, mais son influence s'observe surtout dans le domaine des publications qu'il anime et dirige jusqu'à ce jour. Les exigences de la nouvelle école historique conjuguées aux modifications structurelles que connaît le canton vont alors progressivement

transformer la Société. L'ancienne sociabilité fait place au dynamisme des volées étudiantes qu'amène la démocratisation des études. Pour en rester aux aspects scientifiques, la grande majorité des conférences et des contributions aux *Annales* proviennent dès lors des travaux académiques alors que les livraisons des *Archives*, plus espacées, perpétuent encore la tradition des recherches indépendantes.

La manière dont la Société est partie prenante dans la confection de l'*Histoire du canton* éditée à l'occasion du 500^e anniversaire de l'entrée de Fribourg dans la Confédération révèle aussi quelques modifications qui vont dans le même sens. Comme nous l'avons montré et pour des raisons liées à l'absence d'une histoire cantonale rédigée en allemand, c'est le Deutscher Geschichtsforschender Verein qui lance d'abord l'idée en 1970. Une concertation s'ensuit entre les présidents des deux sociétés, les titulaires des chaires concernées et de jeunes historiens qui aboutit à un projet d'ouvrage à rédiger dans les deux langues mais sur un plan commun établi par une commission de publication responsable dont le professeur Ruffieux prend la tête en 1973.

Dans ce processus de lancement, les deux sociétés ne jouent pas un rôle moindre que dans la longue genèse, plus personnalisée, de l'ouvrage de 1922. Elles sont les interlocutrices de l'Etat et exercent une fonction de relais très utile dans la constitution des équipes de rédacteurs selon le plan de type fédéraliste retenu pour respecter l'équilibre des langues et des périodes. Avec le caractère collectif de l'ouvrage qu'imposent les nouvelles exigences historiques se renforce aussi le transfert des responsabilités scientifiques des sociétés vers les chercheurs universitaires. La Société en tant que telle ne débat plus d'une manière explicite des «demandes» relatives à la mémoire et à l'identité cantonale dont elle serait porteuse. Ces réflexions sont menées au sein de la commission, des groupes d'auteurs réunis par période ou en plenum. Elles relèvent davantage en fin de compte de la logique des recherches académiques et de l'état des questions que révèlent les bibliographies.

La qualité scientifique de l'ouvrage publié en deux tomes en 1981 n'en souffre pas, bien au contraire. Si la proportion des références que font les auteurs de l'ouvrage à des travaux publiés dans les organes de la Société ne s'élève qu'à 4,2 % de l'ensemble ce qui confirme l'érosion du statut de la Société savante on remarque aussi des inégalités entre les différentes parties, au gré des acquis et des lacunes de la recherche universitaire. Le caractère de manuel d'histoire populaire qu'un G. Castella avait déjà partiellement écarté en 1922 malgré le mandat reçu, disparaît totalement cette fois-ci. Il en va de même de l'imprégnation patriotique qui s'investit selon la sensibilité du temps dans un discours plus distancié où l'expression d'une sympathie semble se réduire au choix de l'objet d'étude.

Un rôle plus actif de patronage sera à nouveau joué par les deux sociétés d'histoire avec l'édition d'une plaquette, *Fribourg, un canton, une histoire*, publiée en 1991 à titre d'hommage du Conseil d'Etat à l'occasion des 700 ans de la Confédération. Une entreprise chargée d'exprimer une certaine volonté politique de populariser la connaissance du passé cantonal.

C'est à la suggestion du Deutscher Geschichtsforschender Verein que la Direction de l'Instruction publique demande en 1988 aux deux Sociétés d'assumer la supervision de la rédaction d'un condensé de l'ouvrage de 1981, intégrant aussi les acquis postérieurs de la recherche. Une commission paritaire formée de six historiens, dont le président de la commission de 1981, Roland Ruffieux, est désignée par les comités des deux Sociétés pour suivre, d'un point de vue scientifique, la rédaction de ce travail confié à Michel Charrière et Anton Bertschy. L'entreprise aboutit non sans difficultés et tensions, à l'élaboration d'une synthèse de l'histoire cantonale dont les deux versions linguistiques présentent quelques infimes différences à commencer par leurs titres.

* * *

Le déplacement progressif des rôles entre une Société gardienne de la mémoire cantonale et des chercheurs universitaires, que le dernier exemple d'intervention mixte n'infirmes pas vraiment, obéit sans doute à une loi d'autonomisation croissante des sciences sociales à l'égard de toutes les régulations externes. On n'en niera pas les effets bénéfiques sur le plan de la rigueur des démarches, de la distance critique et de l'indépendance des jugements. Mais cela exige des historiens qui oeuvrent au sein d'une société savante de ce type une redéfinition de ses buts et de ses moyens.

L'histoire de la Société montre que les efforts d'affranchissement des tutelles de l'Etat, des idéologies et des partis ont dû être constants. La question qui se pose aujourd'hui, pour n'être pas

inédite, recèle un défi supplémentaire et demande une réflexion sur la place qu'il convient de préserver et de réserver aux simples amateurs intéressés à l'étude et à la compréhension du passé de leur canton. Cela doit revenir en d'autres termes, à conjuguer d'une nouvelle manière l'exigence de rigueur scientifique et le caractère civique qu'on entend conserver à la connaissance et à l'entretien de la mémoire commune, qui demeure un enjeu capital pour toute démocratie véritable. C'est, après beaucoup de détours et d'expériences diverses, revenir à la question fondamentale que s'étaient posée les fondateurs.

* * *

Répartition des membres de la Société d'histoire du canton de Fribourg

Fribourg Ville	104 membres	41%
Sarine	61 membres	24%
Gruyère	24 membres	9.5%
Broye	10 membres	4%
Glâne	6 membres	2.5%
Veveyse	7 membres	3%
Lac	7 membres	3%
Canton de Berne	9 membres	3.5%
Singine (3) + divers cantons suisses dont Vaud 7, Berne 9	24 membres	9.5%

13 octobre 2005

* * *

Adhésions de membres actifs et externes ventilés selon les professions

	Membres profession- nellement intéressés à la conservation des documents	Enseignants (plus professeurs ecclésiastiques)	Ecclésiastiques non enseignants	Autres	Total
1840-1866 (ère des fondateurs)	10 (19,2%)	14 [6] (38,5%)	7 (13,5%)	15 (28,8%)	52 (100%)
1867-1896 (ère Gremaud)	4 (3%)	16 [13] (21,8%)	27 (20,3%)	73 (54,9%)	133 (100%)
1897-1916 (ère Max de Diesbach)	6 (2,8%)	33 [8] (18,9%)	43 (19,8%)	127 (58,5%)	217 (100%)

Selon divers états des membres publiés dans les ASHF.

* * *

* Nous remercions MM. Jean-Pierre Gottrau et Alain Bosson, lic. ès lettres, tous deux membres de la Société, pour leur aide dans le rassemblement de la documentation de cette étude.

¹ Pierre DE ZURICH, «Le centenaire de la Société d'histoire», in Archives de la Société d'histoire du canton de Fribourg, (ci-après ASHF) XVI, 1941, pp. VII-XVIII.

² Alexandre DAGUET, Notice historique sur la Société économique de Fribourg depuis sa fondation le 9 janvier 1813, jusqu'à ce jour, Fribourg, 1863. Henri de Buman, «Le centenaire de la Société économique de Fribourg (1813-1913)», in Annales fribourgeoises, (ci-après AF) III, 1915, pp. 225-233.

³ Alexandre DAGUET, Notice sur la vie et les travaux de la Société d'études de Fribourg depuis sa fondation en 1838 jusqu'en 1854, Fribourg, 1854.

⁴ Francis PYTHON, «La culture intellectuelle du clergé fribourgeois à la veille du Sonderbund. Une approche bibliographique», in Revue suisse d'histoire, n° 32, 1982, pp. 513-544.

⁵ «Répondant à une interpellation de M. le Dr. Berchtold, M. Uffleger entre dans quelques détails touchant le travail qu'il a entrepris sur l'histoire du canton de Fribourg. "C'est moins – dit-il – une histoire nouvelle que la critique de celle qui a paru" (par le Dr. Berchtold)». Archives de l'Etat de Fribourg (ci-après AEF), Société d'histoire du canton de Fribourg, Procès-verbal de la séance du 1er mai 1844, pp. 31. Voir aussi: Alexandre DAGUET, Notice sur la vie et les travaux de la Société d'études de Fribourg, où il fait allusion à un article critique écrit en 1846 sur l'ouvrage de Berchtold. Voir enfin les informations contenues dans la «Biographie de l'abbé Jean Gremaud» par Max de DIESBACH, in ASHF VII, 1899, p. 379, n°3.

⁶ Pierre DE ZURICH, op. cit., p. XIII.

⁷ Outre le curé Joseph Dey et le père Martin Schmitt (1846) déjà cités, on trouve Jean-François Uffleger, archiviste d'Etat (1842), Jean-Joseph Comba, notaire et ancien Conseiller d'Etat (1842), Jean-Frédéric Engelhard, Dr et préfet (1843), Jean-Joseph Hisely, professeur à Lausanne (1858), le Père Nicolas Raedlé, cordelier (1858), Jean-Joseph Ruffieux (1865). Un neuvième, Romain Werro, désigné en 1863, était déjà membre de la Société depuis la 2e réunion, le 15 décembre 1840.

⁸ Sur les personnels de ces écoles et leur rayonnement voir François GENOUD, «L'Ecole moyenne centrale (1835-1847): une tentative libérale de réforme scolaire par le haut», in AF LVIII, 1988-89, pp. 13-35 ainsi que Gonzague CHARRIERE, «L'expérience de l'Ecole cantonale 1848-1857», Ibid., pp. 37-54.

⁹ ASHF V, 1889-92. Voir sur cette œuvre Albert BUECHI, Die freiburgische Geschichtsschreibung in neuerer Zeit, Fribourg, 1904, p. 15.

¹⁰ Sur cette période voir Francis PYTHON, «Le clergé et le pouvoir politique à Fribourg sous le régime libéral- conservateur 1856-1881», in AF LI, 1973-74, pp. 5-72.

¹¹ Voir ses Observations sur l'histoire de la Suisse de M. Daguët, Genève 1852 et son Examen de la défense de l'abrégé de l'histoire de la Confédération suisse par Al. Daguët, Romont, 1868.

¹² Sur ce point voir Max DE DIESBACH, «Biographie de l'abbé Jean Gremaud», in ASHF VI, 1899, pp. 381-382. ¹³ Sur les origines et la fondation de la Haute Ecole voir Histoire de l'Université de Fribourg Suisse, 1889-1989, Fribourg, 1992. En particulier le tome 1: Fondation et développement.

¹⁴ Sur cette société voir les contributions de la journée d'études consacrée à son centenaire dans les Freiburger Geschichtsblätter, n°70, 1993.

¹⁵ «Rapport annuel du président pour l'année 1901», in ASHF VIII, 1903, p. XI.

¹⁶ «Comptes rendus des séances de la Société d'histoire du canton de Fribourg, 1908-1916», in ASHF XII, 1925, séances du 2 décembre 1909 et du 27 janvier 1910, pp. 291-297.

¹⁷ Voir à ce sujet, Francis PYTHON: «Les "Histoires du canton de Fribourg" aux XIXe et XXe siècles. Miroir d'un monopole francophone?» in Freiburger Geschichtsblätter, n°70, 1993.

¹⁸ Voir sur ce point Marius MICHAUD, «Gaston Castella et la Nouvelle Société Helvétique», in Bulletin de la Société d'histoire du canton de Fribourg, n°1, 1986, pp. 16-21.

¹⁹ Pour une analyse de cette œuvre voir Roland RUFFIEUX, «Gaston Castella: Histoire du canton de Fribourg depuis les origines jusqu'en 1857», in Miroir de la Science. 100 ans de livres à l'Université de Fribourg, Fribourg, 1990, pp. 94-96.

²⁰ Bibliothèque nationale suisse, Fonds G. Castella, «Gutachten über der Manuscript von Albert Büchi du 22 novembre 1920 et rapport de l'abbé François Ducrest du 28 nov. 1920».

²¹ Voir les tableaux synthétiques de la succession des chaires et de leurs titulaires dans Histoire de l'Université de Fribourg Suisse 1889-1989, T. 3, pp. 1050-1051.

²² Procès-verbal de la séance

²³ Le problème est évoqué dès 1928 et le «Questionnaire de folklore fribourgeois» est inséré dans les AF, n°20, 1932, pp. 226-238. Selon le rapport présidentiel de 1932, 2 réponses sur 880 questionnaires envoyés étaient rentrées à la fin de 1932. AF, n°21, 1933, p. 137.

²⁴ Voir notamment son article: «Le sens de la réforme de 1830», AF, n°18, 1930, pp. 177-186.

²⁵ ASHF XVI, 1941, pp. XVII-XVIII.

²⁶ Voir à ce sujet La Liberté des 1er avril et 20 mai 1941 et surtout les journaux radicaux: La Gruyère du 8 février 1941 et L'Indépendant des 19 et 26 avril ainsi que des 15 et 20 mai 1941.

²⁷ Fribourg-Freiburg 1157-1481, Fribourg 1957, 421 p.

²⁸ Sur l'étendue de ce rayonnement voir Passé pluriel. En hommage au professeur Roland Ruffieux, Fribourg, 1991.

²⁹ Francis PYTHON, «Les "Histoires du canton de Fribourg" aux XIXe et XXe siècles...» art.cit.

³⁰ Voir à ce sujet les procès-verbaux et les correspondances de la commission de publication de l'Histoire du canton de Fribourg déposés à l'Institut d'histoire moderne et contemporaine de l'Université.

³¹ Voir les procès-verbaux de la Commission paritaire conservés dans les archives de la Société d'histoire du canton de Fribourg (secrétariat du comité).

³² Freiburg, ein Kanton und seine Geschichte, Freiburg, 1991, 146 p.